

Pérou : face à la mobilisation du peuple andin qui perdure, la droite entonne sa guerre

jeudi 26 janvier 2023, par [NORIEGA Carlos](#) (Date de rédaction antérieure : 26 janvier 2023).

L'opposition de gauche présentera ce jeudi 26 janvier une motion visant à destituer la présidente Dina Boluarte pour « inaptitude morale » due à la répression gouvernementale. Plus de cinquante personnes ont été tuées lors des manifestations antigouvernementales qui ont débuté en décembre, dont 46 par les forces de sécurité. Un vote des deux tiers des 130 membres du Congrès unicaméral est nécessaire pour que la mise en accusation soit adoptée. Le soutien de la droite protège Dina Boluarte.

Les manifestations exigeant la démission de la présidente ont aussi gagné l'ambassade des Etats-Unis. Les manifestant·e·s se sont rassemblés dans la « région de la diplomatie », soit dans un quartier résidentiel exclusif afin de protester contre le soutien donné par ce pays au gouvernement. Le chant « Yankees dehors » a été entonné.

Pour la septième journée consécutive, des manifestations ont eu lieu mercredi dans les rues du centre-ville de Lima, qui est devenu depuis une semaine l'épicentre des protestations qui secouent le pays, à commencer par la région andine du sud. Le rôle principal dans la capitale est joué par les personnes qui sont venues de l'intérieur du pays. Les récentes manifestations dans la capitale se sont soldées par une répression sévère et des dizaines de personnes ont été blessées.

Des primes spéciales pour la police

Les manifestations quotidiennes et les blocages de routes se poursuivent dans différentes régions. Des manifestant·e·s et des policiers ont été blessés lors d'affrontements devant un barrage routier sur la route panaméricaine, à 290 kilomètres au sud de Lima. La région andine de Puno, à la frontière avec la Bolivie, est le centre des plus grandes manifestations et de la répression avec plus de vingt morts. Elle a été militarisée. Des centaines de soldats de l'armée sont arrivés dans cette région. Le couvre-feu à Puno, qui commence à 20 heures, a été prolongé.

Face aux inquiétudes suscitées par la brutalité de la répression, le gouvernement a décidé de récompenser la police par une prime. Le montant n'a pas été annoncé. C'est ce qu'a annoncé le chef du cabinet ministériel, Alberto Otárola, après avoir quitté une réunion avec le président du Congrès, José Williams, un général à la retraite accusé de violations des droits de l'homme. La réunion a eu lieu à l'Assemblée législative. La présentation faite par eux deux à la presse était une apologie de la répression et ils n'ont pas répondu aux questions.

Avec un triste bilan de décès dus aux tirs des forces de sécurité, des centaines de blessés, des passages à tabac et des détentions arbitraires, Alberto Otárola et José Williams ont tous deux salué le comportement de la police comme étant « très professionnel » et même « héroïque ». « Nous demanderons un crédit pour accorder une prime spéciale à la police héroïque », a déclaré Alberto

Otárola, le visage le plus visible de l'autoritarisme gouvernemental. « Ils l'ont bien mérité », a déclaré l'ancien militaire accusé du massacre de 69 paysans par le passé et, aujourd'hui, président du Congrès.

Quand les ministres de l'Intérieur, de la Défense et de la Justice se prononcent pour des élections... en 2024

Alberto Otárola est arrivé de façon surprenante au Parlement accompagné des ministres de l'Intérieur, de la Défense et de la Justice. Au milieu des protestations massives qui continuent à exiger le départ de Dina Boluarte et des élections cette année, il a été spéculé que lors de la réunion inattendue, l'exécutif présenterait un projet de loi au Congrès pour avancer les élections à cette année et de renoncer à la date de 2024. Mais ce n'était pas le cas. Le gouvernement et la majorité de droite du Congrès ont accepté d'organiser les élections en avril 2024, indifférents aux demandes populaires et aux conseils des analystes de la crise. Cela signifierait un changement de gouvernement seulement en juillet de l'année prochaine, une date rejetée par les mobilisations massives comme trop lointaine.

La convocation à des élections en avril 2024 doit encore être ratifiée lors d'un second vote après son approbation en décembre dernier. Quatre-vingt-sept voix sur 130 sont nécessaires. Lors du premier vote, cette proposition a recueilli 93 voix. Il y a des congressistes de gauche qui, en décembre 2022, ont voté en faveur des élections pour 2024 même avec des interrogations, parce que la droite qui dirige le Congrès n'a pas laissé d'alternative. Mais ne pas approuver les élections anticipées aurait été pire selon des députés de gauche, qui insistent pour des élections cette année : ce jeudi 26 janvier, ils présenteront cette proposition au Congrès.

La gauche veut des élections anticipées

La gauche propose que les élections aient lieu en octobre 2023 et le changement de gouvernement en décembre de cette année. Cette option permettrait d'apaiser l'agitation sociale. Mais la droite parlementaire, dominée par une extrême droite en phase avec le gouvernement, insiste sur 2024 et veut empêcher les élections pour cette année. Ils cherchent à gagner du temps pour faire des réformes qui faciliteront leur triomphe lors des prochaines élections, en essayant par exemple de contrôler les organes électoraux. La tenue d'élections seulement l'année prochaine compliquera la sortie de la crise politique. L'ensemble de la droite refuse également d'appeler à une Assemblée constituante, une autre demande populaire.

La présidente et l'OEA

Mercredi, Dina Boluarte s'est présentée virtuellement devant le Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA) avec son double « discours-pratique » habituel. Elle a déclaré que son administration respecte le droit de manifester et les droits de l'homme. En pratique, elle les réprime et met en œuvre une politique qui viole les droits de l'homme. Elle a assuré que les mots l'ont peinée et que les coupables feront l'objet d'une enquête et seront punis. Mais elle et ses ministres soutiennent constamment les forces de sécurité. Elle cherche à rejeter la responsabilité de la mort des manifestant·e·s sur les manifestant·e·s eux-mêmes. Elle a une nouvelle fois fui sa responsabilité en donnant les ordres de répression et en les soutenant. Quelques heures plus tôt, son chef de cabinet avait qualifié les policiers de « héros » et annoncé une récompense financière à leur intention.

Sans les mentionner directement, Dina Boluarte a critiqué les présidents qui mettent en cause son gouvernement suite à la répression. Elle a affirmé que ces présidents soutenaient la violence. Le ministère des Affaires étrangères du Pérou a déposé une plainte face au gouvernement chilien pour

les critiques formulées par le président Gabriel Boric - lors de la réunion initiée le 24 janvier de la Celac (Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños) - étant donné la répression conduite par le gouvernement péruvien. L'administration de Dina Boluarte s'est également heurtée aux gouvernements de Bolivie, de Colombie et du Mexique pour la même raison, tout en s'isolant sur le plan international. L'aile droite pousse à la rupture avec les gouvernements dits progressistes de la région. Le délire de l'extrême droite est allé au point que le député pro-Fujimori, Ernesto Bustamante, a affirmé qu'il fallait déclarer la guerre à la Bolivie et que le pays voisin soit envahi en raison du soutien présumé de son gouvernement aux manifestations au Pérou.

Des intellectuels et des personnalités des milieux de la culture et des artistes connus dans le pays ont lancé une campagne internationale pour que leurs collègues d'autres pays enregistrent des vidéos à diffuser sur les réseaux sociaux pour dénoncer la répression au Pérou ; une répression qu'ils qualifient de « massacre ».

Ce mercredi, la ministre de la Production, Sandra Belaunde, a démissionné, une décision qui aggrave la crise d'un gouvernement qui a le dos au mur. Il s'agit du huitième changement ministériel en moins de deux mois de gouvernement. Sur les sept ministres précédemment changés, quatre ont démissionné, mettant en cause la répression sanglante des manifestations par le gouvernement.

Carlos Noriega (de Lima)

P.-S.

- Article publié sur le quotidien argentin *Pagina/12* le 26 janvier 2023 ; traduction de la rédaction de A l'Encontre le 26 janvier 2023 : <https://alencontre.org/ameriques/amelat/perou/perou-face-a-la-mobilisation-du-peuple-andin-qui-perd-ure-la-droite-entonne-sa-guerre.html>